

ELUS, CITOYENS RESISTONS ENSEMBLE

DEFENDONS NOTRE DROIT D'ACCES A LA SANTE,

SAUVONS NOTRE HOPITAL

Après le rapport des experts, les Diois(es) se doivent d'en dénoncer l'escroquerie. La situation est extrêmement claire : Les experts proposent 3 solutions qui concourent à vider le Centre Hospitalier de DIE de ses services actifs et à le priver de **ses principales missions** dont celle d'**assurer, en temps opportun, les interventions inhérentes aux services de la chirurgie des urgences et des naissances dans les conditions optimales de sécurité liées au temps d'intervention.**

Ces solutions sont opposées aux besoins exprimés par la population (**prés de 1000 personnes dans la manifestation du 1^{er} mai et plus de 10.000 signatures.** Ces "*experts en manipulation*" se sont également assis sur l'avis général de nos élus pour que notre territoire ne soit pas spolié **du maillon indispensable que constitue l'Hôpital.** La 3eme hypothèse, qui semble avoir les faveurs de l'ARH, n'est qu'une vieille lune qui ressort des cartons, une "*fausse bonne solution*" maintes fois dénoncée par le Collectif, par les élus et par les professionnels.

Qui peut oser croire à un hôpital entre Die et Crest ? Quelle pertinence ?

Tout plaide pour le renforcement des services à Die

Que se passerait-il si l'on se laissait endormir par ce pseudo projet ?

Préparons une riposte d'envergure

Sans aucune illusion sur les décisions qui vont suivre, **TOUS ENSEMBLE : agriculteurs, artisans, chômeurs, travailleurs précaires, commerçants et entrepreneurs, salariés du public ou du privé, jeunes lycéens ou retraités, mamans ou futurs parents et grands-parents, élus et responsables associatifs, professionnels de santé du public ou libéraux, résidents à l'année ou occasionnels MOBILISONS NOUS !** Mobilisons autour de nous. Relayons l'information sur les actions ; ne nous laissons pas abuser par les chantages, les "fausses bonnes solutions" (!) de ceux qui n'ont qu'un but : faire reculer le service public de santé comme le prévoit le projet de loi Bachelot aujourd'hui rejeté par les hospitaliers alors que l'on voudrait nous l'imposer par anticipation.

Un impératif à court terme : obtenir les dérogations nécessaires à la poursuite des services. L'échéance pour la maternité est le 22 Juillet 2009. **Battons-nous avec les futurs parents pour maintenir à DIE la maternité et la chirurgie d'urgence (7 jours sur 7 et 24 h sur 24) dans le cadre de dispositifs pérennes, condition indispensable d'un Centre Hospitalier Renforcé et de qualité.**

Réunion Publique
Mardi 19 Mai à 18h
Salle Joseph REYNAUD

PARTICIPEZ NOMBREUX